

# **APERÇU DES MÉGATENDANCES AFFECTANT LES ADMINISTRATIONS LOCALES ET RÉGIONALES (ALR)**

## **Contenu**

<b>1. Contexte.....</b>	<b>2</b>
<b>2. Inégalités urbaines et territoriales .....</b>	<b>2</b>
<b>3. Les ALR et la pandémie de Covid .....</b>	<b>3</b>
<b>4. Les travailleur.es des ALR face à la pandémie .....</b>	<b>3</b>
<b>5. Financement et rôle des ALR dans la relance.....</b>	<b>4</b>
<b>6. Privatisation et remunicipalisation .....</b>	<b>5</b>
<b>7. La crise mondiale du logement .....</b>	<b>6</b>
<b>8. La transformation des transports publics urbains.....</b>	<b>6</b>
<b>9. Villes, changement climatique et catastrophes .....</b>	<b>7</b>
<b>10. Digitalisation .....</b>	<b>7</b>
<b>11. Conclusions.....</b>	<b>8</b>

# APERÇU DES MÉGATENDANCES AFFECTANT LES ADMINISTRATIONS LOCALES ET RÉGIONALES (ALR)

## 1. Contexte

Malgré l'impact de la pandémie de Covid, les projections d'urbanisation continuent de prédire un monde de plus en plus urbain. La part urbaine de la population mondiale devrait passer de 56,2% à 60,4% entre 2020 et 2030.<sup>1</sup> La migration est un facteur important de l'urbanisation, qu'elle soit interne (des zones rurales vers les zones urbaines) ou transfrontalière. Les migrations internationales représentent environ un tiers de la croissance urbaine dans les pays développés.<sup>2</sup> Avant Covid, plus de 1,8 milliard de personnes dans le monde n'avaient pas de logement adéquat ; plus d'un milliard vivaient dans des établissements informels ; 150 millions sans abri, tandis que des millions d'autres souffrent d'insécurité d'occupation.<sup>3</sup>

Les économies urbaines restent les moteurs de la croissance économique, représentant environ 80% du PIB mondial.<sup>4</sup> L'emploi dans les zones urbaines concentre 38% de la main-d'œuvre mondiale et regroupe la plupart des professions exposées au Covid, comme l'alimentation, le commerce de détail, la production, le tourisme et l'hôtellerie. Les villes<sup>5</sup> génèrent 70% des émissions mondiales de carbone et consomment deux tiers de l'énergie mondiale.<sup>6</sup>

## 2. Inégalités urbaines et territoriales

Pour plus des deux tiers de la population urbaine mondiale, les inégalités de revenus ont augmenté depuis 1980.<sup>7</sup> Les inégalités territoriales existantes ont été exacerbées par la pandémie. Les habitants des zones urbaines, périurbaines et rurales ayant un accès limité aux services publics essentiels tels que la santé, les logements abordables, les transports publics sûrs et les services sociaux ont été particulièrement touchés. La ségrégation urbaine fondée sur le revenu et la race a relégué de nombreuses personnes dans des poches d'exclusion sociale et de violence, avec peu de perspectives d'emploi décent.

Le manque d'accès équitable aux conditions cadres de la santé en milieu urbain - tels que des espaces publics sûrs, des espaces verts, des services récréatifs, numériques et culturels - a eu un impact supplémentaire sur la santé physique et mentale des populations vulnérables. Le chômage, une couverture sociale inadéquate, ainsi que la privatisation de services vitaux, ont eu un impact négatif sur ceux qui ne peuvent pas se permettre de payer pour des services vitaux, en particulier les femmes et les filles, les travailleur·es précaires, peu qualifiés et informels, les jeunes et les personnes âgées, les groupes racialisés, les migrant·es et les réfugié·es, et les personnes LGBT+.

La pandémie a particulièrement mis en évidence l'injustice causée par le manque d'investissement dans les services publics locaux, illustrée par la désertification des services qui touche de nombreux territoires, notamment ruraux. Si, dans les pays en développement, les coupes et le sous-investissement ont été les conséquences de choix politiques axés sur l'austérité et la fourniture de services uniquement numériques, les

---

<sup>1</sup> UN Habitat, [World Cities Report](#), Nairobi, 2020

<sup>2</sup> Ibid.

<sup>3</sup> Cibrario, D., [Un système public solide de logements sociaux : un atout majeur pour endiguer la pandémie mondiale](#), ISP, Ferney-Voltaire, août 2020

<sup>4</sup> Banque mondiale, [Développement urbain](#), 20 avril 2020

<sup>5</sup> Organisation internationale du travail (OIT), [Observatoire de l'OIT : COVID-19 et le monde du travail](#), cinquième édition, 30 juin 2020

<sup>6</sup> UN Habitat, [World Cities Report](#), Nairobi, 2020

<sup>7</sup> Ibid.

infrastructures publiques et les services vitaux dans le Sud restent souvent insuffisants et/ou inaccessibles pour beaucoup.

Parallèlement à l'imposition par les autorités d'une distance physique pour limiter les contaminations, la prise de conscience du caractère vital de nombreux services publics en période de crise, comme celle que nous traversons actuellement, a popularisé le concept de la « ville à 15 minutes » : une (re)localisation des services publics vitaux - hôpitaux, écoles, garderies, parcs, bureaux de poste et lieux culturels - à la portée de tous, à pied ou à vélo, dans le but également de renforcer la qualité de vie des habitant·es et les économies locales.

### **3. Les ALR et la pandémie de Covid**

Les villes et les régions ont été au cœur de la pandémie et de sa réponse. Au cours de la première phase de la pandémie, 90% de tous les cas signalés se trouvaient dans des zones urbaines.<sup>8</sup> Toutefois, les zones rurales ont enregistré les taux de mortalité les plus élevés. Cela s'explique par le fait que les villes et territoires mondiaux fortement interconnectés au niveau international, avec une forte densité de petites et moyennes entreprises (PME) qui font partie des chaînes d'approvisionnement mondiales, ont été les premiers foyers de contagion. Le virus a ensuite atteint les zones rurales, où l'on trouve un grand nombre de personnes âgées et à faible revenu, ainsi qu'un nombre plus faible d'hôpitaux et d'unités de soins intensifs (USI) que dans les zones urbaines.<sup>9</sup>

Les travailleur·es des ALR ont été largement reconnus pour leur rôle critique en tant qu'intervenants de première ligne, en tant que premier niveau de gouvernement répondant aux citoyens et aux communautés par des mesures concrètes tout au long de la pandémie. De nombreux ALR ont montré la voie en donnant la priorité à la santé publique sur les intérêts économiques, en instaurant parfois des mesures de confinement et le port obligatoire de masques dans les lieux publics à l'encontre des directives du gouvernement central, comme au Brésil et aux États-Unis en 2020.<sup>10</sup>

Ils ont dû adapter rapidement la prestation des services publics locaux aux défis inattendus et changeants posés par la pandémie. Les services publics locaux ont joué un rôle important dans la mise en œuvre des mesures de confinement, des stratégies de dépistage et de traçabilité et des campagnes de vaccination. Ils ont également souffert d'un manque de ressources humaines et financières adéquates pour ce faire<sup>11</sup>, tandis que la coordination entre les différents niveaux de gouvernement et la participation des ALR à la conception et au déploiement des campagnes de vaccination ont été rares.<sup>12</sup>

### **4. Les travailleur·es des ALR face à la pandémie**

Les travailleur·es des services publics locaux ont été au cœur de la réponse de ALR depuis le début de la pandémie. De nombreuses professions se trouvant en première ligne, leur éthique et leur sacrifice restent essentiels à la poursuite et à l'adaptation du service public, ainsi qu'au soutien des utilisateurs des services et des communautés. Cependant, les conditions des travailleur·es sont parfois extrêmement difficiles, notamment lorsqu'il n'y a pas d'accès aux équipements de protection individuelle (EPI) et à la protection de la santé et de la sécurité au travail (SST), lorsque les effectifs, la formation et les outils de travail sont insuffisants et lorsque les droits syndicaux fondamentaux sont bafoués.<sup>13</sup> Voici un échantillon des services que les travailleur·es de première ligne (en dehors de la santé) ont fourni aux communautés :

---

<sup>8</sup> ONU, COVID-19 Riposte, [L'impact du COVID-19 en milieu urbain](#), Note de Synthèse, NY, juillet 2020

<sup>9</sup> OCDE, en anglais, [The territorial impact of COVID-19 : managing the crisis across levels of government](#), 10 novembre 2020

<sup>10</sup> BBC, en anglais, [Covid : Brazil's Bolsonaro calls governors 'tyrants' over lockdowns](#), 22 mars 2021 et Shear M. D., et Mervosh S., [Trump Encourages Protest Against Governors Who Have Imposed Virus Restrictions](#), NYT, 29 avril 2020

<sup>11</sup> ONU, COVID-19 Riposte, [L'impact du COVID-19 en milieu urbain](#), Note de Synthèse, NY, juillet 2020

<sup>12</sup> OCDE, en anglais, [The territorial impact of COVID-19 : managing the crisis across levels of government](#), 10 novembre 2020

<sup>13</sup> ISP, [En plus des travailleurs/euses de la santé, des millions d'autres ont besoin de meilleures conditions pour vaincre le Covid-19](#), 26 mars 2020

- Les *personnels travaillant à domicile et au service des personnes handicapées* ont soutenu les plus vulnérables, rompant l'isolement des personnes âgées et répondant aux besoins spécifiques des personnes handicapées.
- Les *personnels des services funéraires* ont eu la difficile tâche d'enterrer ou d'incinérer les morts avec dignité et d'accompagner les familles dans leur deuil, tout en préservant le public de la contagion.
- Les *personnels du secteur de l'eau et de l'assainissement* ont fourni de l'eau potable pour se laver les mains, boire, nettoyer, cuisiner et manger en toute sécurité pendant les périodes de fermeture, tout en traitant les eaux usées domestiques et industrielles, en arrêtant d'autres maladies d'origine hydrique et en donnant l'alerte en cas de contamination et de concentration de virus dans les eaux usées.<sup>14</sup>
- Les *éboueurs* - déjà exposés à de grands risques de contamination et de maladie en temps normal - se sont exposés davantage pour éliminer en toute sécurité les déchets médicaux et ménagers contaminés, dont le volume a considérablement augmenté, tout en nettoyant et désinfectant les espaces publics avec une fréquence accrue.<sup>15</sup>
- Les *pompiers, les ambulanciers et les secouristes* sont souvent les premiers à prendre en charge les patients dans un état critique et à les transférer vers les hôpitaux.
- Les *personnels du logement public et des services sociaux* ont soutenu ceux qui ont perdu leurs moyens de subsistance en risquant d'être expulsés, ont pris en charge les ménages vulnérables, les sans-abri et d'autres personnes en situation précaire, notamment les migrants et les réfugiés.
- La *police municipale* a dû contrôler les espaces publics pour veiller à l'application des règles de distanciation sociale en éduquant le public et en dispersant les groupes.
- Les *personnels des services de garde d'enfants et des crèches* ont assuré un service essentiel pour leurs collègues du service public de première ligne et ont permis à des personnes de reprendre le travail.
- Les *personnels de l'administration publique* ont versé des allocations de chômage et des prestations sociales, tout en mettant en œuvre de nouvelles mesures d'urgence de soutien au revenu.
- Les *personnels des bibliothèques municipales et de la culture* ont permis l'accès à distance pour offrir des services culturels continus, préserver la santé mentale des gens et maintenir la cohésion sociale dans les communautés enclavées.
- Le *personnel gardien de prison* ont continué à travailler dans un environnement à haut risque pour la propagation du virus, tout en assurant la sécurité des communautés.

Malgré la contribution majeure des travailleur·es des ALR aux citoyen·nes, aux utilisateurs·trices de services et aux communautés sur une base quotidienne, de nombreux travailleur·es et leurs syndicats ont dû se battre bec et ongles pour obtenir l'accès aux EPI, aux mesures de base en matière de SST et aux programmes de vaccination contre le Covid.

## 5. Financement et rôle des ALR dans la relance

En 2021, les ALR du monde entier devraient avoir perdu en moyenne entre 15 et 25% de leurs revenus.<sup>16</sup> En Afrique, leurs pertes de revenus peuvent atteindre jusqu'à 60%. L'avancement des dépenses extraordinaires, conjugué à la baisse des revenus due à l'arrêt de l'activité économique, aux pertes d'emplois dans l'économie formelle et informelle, aux faillites d'entreprises et aux déplacements des ménages vers d'autres régions par nécessité ou par choix, a mis à rude épreuve les finances de nombreuses personnes travaillant dans les ALR. Les ALR ont également perdu des revenus provenant des loyers, des frais de services publics et de l'impôt foncier. Les fermetures d'entreprises ont eu un impact négatif sur les locations d'espaces commerciaux du domaine public et ont freiné la croissance économique locale. Les zones excessivement dépendantes d'activités économiques spécifiques, telles que le tourisme, les services et l'hôtellerie, ont été particulièrement touchées avec une perte de la consommation locale, des frais de stationnement, de la TVA et de la taxe de résidence.

Les municipalités disposant de petits budgets, de réserves insuffisantes et sont soumises à des règles budgétaires strictes, dont les pouvoirs de gestion des déficits et des emprunts sont limités, ont été particulièrement désavantagées. Bien que la plupart des gouvernements centraux aient pris des mesures en

---

<sup>14</sup> ISP, [Les travailleurs-euses des services de l'assainissement de l'eau jouent un rôle clé pour briser la chaîne de contamination](#), 17 avril 2020

<sup>15</sup> Jowziack, G., en anglais, [Clinical waste collectors - unprotected, untrained, underpaid and undervalued](#), Equal Times, 5 juillet 2021

<sup>16</sup> ONU, COVID-19 Riposte, [L'impact du COVID-19 en milieu urbain](#), Note de Synthèse, NY, juillet 2020

fournissant des transferts intergouvernementaux et des subventions dans une certaine mesure, si aucune solution n'est trouvée à moyen et long terme, cette crise des recettes risque de compromettre les objectifs de développement urbain, de mettre en péril les investissements vitaux dans les infrastructures sociales et physiques, et d'entraîner des réductions de services publics locaux et des pertes d'emplois au moment où ils sont le plus nécessaires, exacerbant ainsi les inégalités sociales et territoriales et compromettant la reprise.

Les ALR vont jouer un rôle clé dans la reprise et la reconstruction. Presque tous les pays ont adopté des plans de relance dont l'ampleur dépasse ceux adoptés au lendemain de la crise financière de 2008.<sup>17</sup> Nombre d'entre eux ont prévu des investissements publics historiquement élevés dans les services publics locaux et les infrastructures physiques - notamment dans les domaines de la santé, des soins, de l'eau et de l'assainissement, de la gestion des déchets, du logement public, des transports publics, des routes, des ponts, des chemins de fer et de l'énergie propre, entre autres, qui sont essentiels à une bonne reprise et à une résilience future. Cependant, seuls quelques pays ont impliqué et/ou consulté les ALR sur la conception et les stratégies de mise en œuvre du plan de redressement.

Pourtant, la dimension territoriale des plans de relance va être essentielle pour aider les collectivités territoriales à renforcer leur capacité de prestation et d'innovation pour des services locaux de plus en plus demandés, tels que la santé, la protection sociale, les soins, le logement, le soutien aux PME, les chaînes d'approvisionnement courtes. Par exemple, dans le cadre de son offre de services sociaux municipaux, la ville de Barcelone a créé un service dentaire municipal pour les résidents vulnérables, où les soins sont fournis à des prix abordables ou gratuitement.<sup>18</sup> En outre, elle a mis en place un centre intégré pour les utilisateurs, les travailleur-es et les fournisseurs de services de soins afin de favoriser la transparence, l'échange et des conditions de service et de travail décentes et de qualité. Les ALR<sup>19</sup> vont être au cœur des stratégies de renforcement de la résilience et de préparation face aux futures crises concomitantes, notamment le changement climatique.

## 6. Privatisation et remunicipalisation

La reconnaissance collective de l'importance vitale des services publics et l'échec évident de la privatisation dans certains pays et territoires ont enhardi les demandes sociétales et institutionnelles de remunicipalisation/déprivatisation.<sup>20</sup> En 2020, le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) a lancé la campagne nationale « FixLongTermCare » : elle vise à éliminer la notion de profit des soins de longue durée aux personnes âgées, en demandant au gouvernement canadien de prendre en charge et d'investir dans les EHPAD et de fixer une norme nationale de qualité des soins, et des conditions de travail sûres et décentes pour le personnel dans toutes les provinces. En France, le projet du gouvernement de dégrupper et de privatiser davantage la compagnie nationale d'électricité verticalement intégrée, vieille de 75 ans, a été mis en attente après le lancement de la campagne<sup>21</sup> « Pour une énergie publique » par une coalition de syndicats français de l'énergie, d'élus nationaux et locaux et d'experts. [Public Futures](#) - la seule base de données mondiale sur les déprivatisations - continue d'enregistrer un flux régulier de remunicipalisations : plus de 1 500 jusqu'en août 2021.

Dans le même temps, les vieux réflexes pro-austérité et les forces de privatisation continuent de lorgner sur le contrôle de services publics vitaux lucratifs et de biens communs. Au Brésil, dans le contexte politique actuel, la crise est instrumentalisée pour accélérer les privatisations d'entreprises publiques rentables qui ont été des bastions du service public pour les usager-ères et les communautés pendant des décennies, dans les domaines de l'énergie, de l'eau, de la poste et de l'approvisionnement alimentaire. Le gouvernement britannique fait avancer un nouveau projet de loi sur la santé et les soins qui transformerait le service national de santé (NHS) en

---

<sup>17</sup> OCDE, en anglais, [The territorial impact of COVID-19 : managing the crisis across levels of government](#), 10 novembre 2020

<sup>18</sup> Ajuntamiento de Barcelona, en espagnol, [Dentista para personas vulnerables](#)

<sup>19</sup> Ajuntamiento de Barcelona, en espagnol, [Barcelona Cuida](#)

<sup>20</sup> « La remunicipalisation est le retour des services publics du contrôle et/ou de la propriété privée sous quelque forme que ce soit à une propriété, une gestion et un contrôle démocratique publics complets. La remunicipalisation signifie que les municipalités et les gouvernements régionaux reprennent les services détenus et/ou gérés par le secteur privé qui sont commandés, sous concession ou financés par des organismes publics. Ce terme met l'accent sur la dimension infranationale du retour des services publics à la propriété publique dans les territoires et les communautés. » V. Wegmann, en anglais, [Taking Our Public Services Back In-House](#), PSIRU-PSI, Greenwich/UK et Ferney-Voltaire/France, septembre 2020, p. 10

<sup>21</sup> Tribune collective, [EDF : L'acte final d'un long démantèlement du service public de l'énergie en faveur du privé](#), Le Monde, 10 février 2021

un système de soins intégrés sur le modèle des sociétés de soins privées américaines, avec un conseil de décision mixte où les institutions publiques telles que les conseils locaux partageraient le pouvoir avec des sociétés à but lucratif. En Belgique, le conseil municipal d'Anvers est en train de privatiser les services sociaux et de soins locaux à un moment où il faut plus - et non moins - de personnel et d'infrastructures.<sup>22</sup>

## **7. La crise mondiale du logement**<sup>23</sup>

Bien que les cadres juridiques qui sous-tendent les politiques de logement et l'allocation des ressources soient généralement fixés au niveau national, ce sont souvent les collectivités locales et régionales qui sont responsables de la mise en œuvre du développement du logement local et de la gestion des parcs de logements publics et sociaux et des services connexes. Au cours des dernières décennies, le logement s'est financiarisé et est devenu une cible privilégiée des grands investisseurs privés et des entreprises, des banques, des fonds de capital-investissement et des fonds de pension. En 2016, la valeur mondiale de l'immobilier résidentiel était évaluée à 163 000 milliards USD, soit plus de la moitié de la valeur de tous les actifs mondiaux et plus de deux fois le PIB total de la planète. L'essor du tourisme de masse et la popularisation des plateformes en ligne de location de courte durée ont exacerbé ce phénomène. Là où ils existaient, les services de logement public et social ont été réduits ou liquidés.

Par conséquent, un emploi permanent à temps plein ne garantit pas l'accès à un logement abordable et adéquat. Le manque d'accès à la propriété et à la location à des prix abordables et la vente/privatisation des parcs de logements publics/sociaux ont déjà poussé de nombreux travailleur-es - y compris ceux des services publics locaux vitaux - à quitter leur ville ou à s'en éloigner. Ces travailleur-es doivent maintenant faire de longs trajets, vivre dans des conditions souvent précaires et se satisfaire d'un accès limité à ces mêmes services que ceux qu'ils fournissent aux personnes qui ont les moyens de vivre dans des zones plus aisées.

Le manque d'accès à un logement décent a été exacerbé par la pandémie et a amplifié les inégalités. Pour beaucoup, les revenus limités ou inexistant pendant la pandémie, sans filet de sécurité sociale adéquat<sup>24</sup>, se sont traduits par une augmentation de la précarité de l'occupation, des expulsions et du surpeuplement dans des logements de mauvaise qualité, contribuant à perpétuer le cycle de contamination parmi les personnes défavorisées. Dans les cas où les logements sont pauvres ou limités, les ordres de confinement ont également entraîné une augmentation de la violence domestique, notamment à l'encontre des femmes et des enfants.

## **8. La transformation des transports publics urbains**

Les transports publics représentent le système le plus efficace pour permettre un accès équitable à la mobilité et aux services publics vitaux. Pour des millions de personnes dans le monde, les transports publics sont la seule option pour accéder aux hôpitaux, aux écoles, aux jardins d'enfants, aux soins, à l'état civil, aux bibliothèques, et aux nombreux autres services publics qui permettent le respect des droits de l'homme et une vie digne.<sup>25</sup> Ils sont également essentiels pour relier les zones rurales aux villes et aux centres urbains, et vice-versa. Pourtant, seule la moitié de la population mondiale dispose d'un accès aisé aux transports publics.<sup>26</sup>

Les restrictions et les préoccupations liées au transport urbain ont entraîné une diminution de la fréquentation et une baisse des recettes des services. Alors que certains sont revenus au transport individuel motorisé privé (voitures, motos) et à d'autres moyens à forte intensité de carbone en contradiction avec la lutte contre le changement climatique et la pollution atmosphérique, d'autres se sont tournés vers les vélos, les vélos électriques, les trottinettes et d'autres formes de transport individuel ou en libre-service.

---

<sup>22</sup> Cibrario, D., en anglais, "Now is the time to reclaim public services", Spotlight for Sustainable Development Report 2021, à paraître.

<sup>23</sup> Cibrario, D., [Un système public solide de logements sociaux : un atout majeur pour endiguer la pandémie mondiale](#), ISP, Ferney-Voltaire, août 2020

<sup>24</sup> En 2017, 5,2 milliards de personnes (71% de la population mondiale) avaient une couverture de protection sociale insuffisante ou inexistante. BIT, [Rapport mondial sur la protection sociale 2017-19](#), Genève, 2017

<sup>25</sup> PSI-ITF, en anglais, [The future is public transport](#), mars 2021

<sup>26</sup> UNDESA, en anglais, SDG11. [Make cities and human settlements inclusive, safe, resilient and sustainable](#)

De nombreux ALR ont encouragé l'utilisation de la bicyclette au détriment de la voiture et des motos - dans certains cas, en offrant des incitations économiques pour l'achat de vélos électriques ou en créant/étendant de nouvelles pistes cyclables - ils ont également été confrontés à de nouveaux défis réglementaires concernant la circulation urbaine, les entreprises de l'économie parallèle, la gestion de l'espace public et la sécurité des piétons. En l'absence de réglementations nationales, des villes comme Paris et Bogotá ont édicté des règlements municipaux dont la surveillance est assurée par la police municipale.

Les transports publics sont également une condition préalable à la réalisation de la transition écologique dont nous avons besoin de toute urgence. L'augmentation des investissements dans les infrastructures de transport public peut contribuer de manière significative à réduire la pollution de l'air due aux transports, jusqu'à 45% dans certaines villes, ce qui se traduit par une meilleure santé publique et une plus grande espérance de vie dans le monde entier, ainsi que par une réduction de moitié des émissions dues aux transports urbains d'ici 2030 - une étape cruciale pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris et maintenir l'augmentation de la température mondiale en dessous de 1,5°C.<sup>27</sup>

## 9. Villes, changement climatique et catastrophes

La convergence de crises multiples indique un renforcement du rôle des ALR en tant qu'intervenants de première ligne : le changement climatique, les pandémies, les phénomènes météorologiques extrêmes, les tremblements de terre, mais aussi les flux migratoires et les conséquences de la guerre et des déplacements de population exigent un engagement continu des ALR sur plusieurs fronts.

Dans ce contexte, seuls des services publics locaux forts, dotés de personnels, de ressources et de compétences adéquats et opérant dans des conditions de travail sûres et décentes, peuvent garantir l'efficacité et la résilience dont les ALR et les gouvernements nationaux ont besoin pour répondre aux demandes des citoyen·nes et des communautés locales, tout en relevant les défis mondiaux de notre époque.

## 10. Digitalisation

Covid a accéléré la numérisation des services des ALR, qui ont dû adapter rapidement la prestation de services au travail à distance et aux interactions avec les utilisateurs. Alors que certaines grandes administrations avaient déjà lancé des processus de numérisation, de nombreux ALR de taille moyenne et petite, disposant de peu de personnel, de peu de ressources et d'un accès limité à une connexion haut débit, ont eu du mal à suivre, surtout après avoir enduré des années de coupes d'austérité et de gel des embauches.<sup>28</sup> Comme 3,6 milliards de personnes étaient toujours hors ligne en 2019, l'inégalité territoriale<sup>29</sup> et rurale-urbaine en matière d'accès au numérique par le biais de Covid a fait que si certains endroits ont pu passer à la prestation numérique ou à l'amélioration de services vitaux tels que l'éducation et la santé, grâce à l'accès à des connexions internet rapides, à la disponibilité d'ordinateurs et à la culture numérique, beaucoup d'autres n'ont pas pu le faire.

En ce qui concerne les services et les professions des ALR susceptibles de se digitaliser, le travail à distance a également multiplié les possibilités d'externalisation/délocalisation numérique des tâches à faible valeur ajoutée et/ou remplaçables (traitement de texte, gestion de bases de données, recherche, services de traduction, services d'assistance à la clientèle, etc.). Inversement, des travailleur·es hautement qualifié·es et à hauts revenus ont quitté les zones urbaines à la recherche d'un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée, que ce soit sur une base permanente ou temporaire (nomadisme numérique). Ces tendances sont susceptibles d'affecter l'emploi dans les services des ALR, en particulier dans les professions administratives et fondées sur la connaissance. Elles peuvent également avoir une incidence sur l'urbanisme en termes de plans d'investissement dans le développement des espaces de bureaux et peuvent contribuer à promouvoir le repeuplement des zones périurbaines et rurales, en fonction toutefois du degré de la fracture numérique rurale-urbaine.

---

<sup>27</sup> PSI-ITF, en anglais, [The future is public transport](#), mars 2021

<sup>28</sup> ISP, [Le confinement fait avancer la numérisation dans les services publics italiens](#), 18 avril 2020

<sup>29</sup> UIT, [New IUT data reveal growing internet uptake but a widening digital gender divide](#), 5 novembre 2019

Les méthodes de gestion, de travail en équipe et de supervision du travail à distance ont changé, et la courbe d'apprentissage a été abrupte pour les travailleurs comme pour les employeurs. De nouveaux problèmes sont apparus sur les lieux de travail des ALR, notamment en ce qui concerne les risques psychosociaux et de santé au travail liés à la vidéoconférence, la fatigue, les problèmes de vue, le temps de travail, l'hyperconnectivité et la mauvaise ergonomie du travail à domicile, mais aussi la surveillance des travailleur-es à distance, la pression numérique et la confidentialité des données des travailleur-es. À l'inverse, la digitalisation a permis, dans certains cas, une communication et une coordination plus rapides entre les différents services. Par exemple, en Italie, les échanges digitaux d'informations et de documents entre les centres de santé locaux et l'état civil sont rapidement devenus une nouvelle habitude pour minimiser les interactions humaines dans la délivrance des certificats de décès et de naissance. Les déploiements de processus de digitalisation ont mieux fonctionné lorsque les travailleur-es et leurs syndicats ont été impliqués de manière significative dès le début, comme en Norvège.<sup>30</sup>

## **II. Conclusions**

L'environnement dans lequel évoluent les travailleur-es des ALR et leurs syndicats reste extrêmement difficile. Les Objectifs de développement durable (ODD) sont largement en panne et les inégalités se creusent, tandis que la crise climatique montre déjà un échantillon de ses effets dévastateurs. Dans ce contexte, les professions ALR et les services publics locaux seront plus importants et nécessaires que jamais. La contribution des travailleurs des ALR a été reconnue en principe. Toutefois, les mesures concrètes garantissant la capacité future des services publics locaux vitaux pour faire face aux crises actuelles et à venir n'ont pas été prises. Pour ce faire, il faut assurer des niveaux de personnel adéquats, des compétences et des conditions de travail décentes, ainsi que des salaires justes.

Alors que les remunicipalisations se poursuivent et que l'investissement public s'intensifie, la tentation de l'austérité et de la privatisation guette, car en l'absence de réforme substantielle visant à renforcer les systèmes fiscaux municipaux pour des solutions de financement à long terme, les déficits restent un défi majeur pour de nombreux ALR. Cependant, des solutions et des initiatives novatrices émergent au niveau local et laissent entrevoir des espoirs et des opportunités pour l'avenir, en particulier lorsque des mécanismes de participation locale sont mis en place, impliquant la société civile, ainsi que les travailleur-es et les syndicats. L'expertise et les connaissances des travailleur-es des ALR seront essentielles pour libérer le potentiel d'innovation des services publics locaux.

Si les ALR doivent faire face efficacement aux crises actuelles et futures, les travailleur-es des ALR et leurs syndicats sont des interlocuteurs clés et devraient être reconnus et appréciés en tant que partenaires essentiels, non seulement pour les négociations collectives, mais aussi pour l'élaboration et la mise en œuvre des politiques.

---

<sup>30</sup> Monsen, N., en anglais : [Syndicat municipal norvégien signe un accord sur l'inclusion des travailleurs/euses et le dialogue social dans la digitalisation du service public](#), ISP, 6 février 2018